

## TEXAS

# L'auteur de la tuerie soupçonné de liens avec un imam pro-Al-Qaïda

**Nidal Malik Hasan, le militaire musulman soupçonné d'avoir ouvert le feu sur la base américaine de Fort Hood (Texas, sud) tuant 13 de ses camarades, pourrait avoir eu des liens avec un imam qui soutient Al-Qaïda, a rapporté hier le Washington Post.**

Le journal affirme que les enquêteurs examinent de possibles liens entre l'auteur de la fusillade de jeudi et un imam né aux Etats-Unis que les autorités américaines présentent comme un fervent soutien d'Al-Qaïda depuis qu'il a quitté la mosquée de Virginie (est) où il prêchait.

En 2001, Hasan fréquentait la mosquée Dar al-Hijrah de Falls Church, dans la banlieue de Washington, en même temps que cet imam, Anwar al-Aulaqui. Ce dernier

aurait eu des liens avec des responsables d'Al-Qaïda, dont deux des terroristes du 11 septembre 2001, selon un responsable américain, précise le *Washington Post*.

Depuis que l'imam Aulaqui a quitté les Etats-Unis en 2002, pour le Yémen, ses prêches pro-Al-Qaïda sont apparus sur les ordinateurs de plusieurs suspects dans des affaires de terrorisme aux Etats-Unis, au Canada ou en Grande-Bretagne, ajoute le quotidien.



Nidal Malik Hasan.

Selon le *Washington Post*, la nature précisant des rapports entre les deux hommes n'est toutefois pas évidente.

Les enquêteurs ont indiqué, dimanche, qu'ils pensaient que le suspect avait agi seul à Fort Hood, sans exclure la possibilité qu'il ait voulu perpétrer un attentat

suicide. Hasan a été blessé de quatre balles dans la fusillade et a été hospitalisé, alors que les autorités avaient, dans un premier temps, fait état de son décès.

Des analyses de son ordinateur ont montré qu'il avait consulté des sites Internet se réclamant de la mouvance islamiste et qu'il avait échangé des courriels avec des personnes appartenant à cette mouvance, selon le *New York Times*. La fusillade de Fort Hood a fait 13 morts et 28 blessés. Aujourd'hui, le président Barack Obama doit se rendre sur place pour assister à une cérémonie en hommage aux treize morts.

Photos : DR

## CLINTON

## Pas de preuve pour accuser des Américains d'espionnage en Iran

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a affirmé hier que l'Iran n'avait «pas de preuves» pour accuser d'espionnage trois randoisseurs américains, emprisonnés depuis trois mois. «Nous croyons fermement qu'il n'y pas de preuves pour retenir le moindre chef d'accusation», a déclaré M<sup>me</sup> Clinton, à Berlin, à la presse après une rencontre avec son homologue allemand Guido Westerwelle. «Nous réitérons notre demande que le gouvernement iranien fasse preuve de compassion envers ces trois jeunes et les relâche», a-t-elle ajouté. Trois randoisseurs américains, emprisonnés depuis trois mois en Iran après être entrés en territoire iranien en provenance d'Irak, ont été accusés d'espionnage, a annoncé l'agence iranienne Irna. «L'accusation pesant sur les trois Américains, arrêtés à la frontière entre l'Iran et l'Irak, est l'espionnage et l'enquête les concernant continue», a déclaré le procureur général de Téhéran, Abbas Jafari Dolatabadi, cité par l'Irna.

## PHYSICIEN ISLAMISTE ARRÊTÉ

# La Suisse ouvre une enquête

**La Suisse a ouvert une enquête contre X pour soutien apporté à une organisation criminelle à la suite de l'arrestation, en octobre, de l'ingénieur français soupçonné d'avoir envisagé de commettre un attentat en France, a annoncé hier le ministère public helvétique.**

«Le ministère public de la Confédération (qui dépend du ministère suisse de la Justice et de la Police, ndlr) conduit une enquête de police judiciaire pour soutien d'une organisation criminelle», a expliqué à l'AFP une porte-parole, Jeannette Balmer.

«La procédure a été ouverte à la fin d'octobre. Elle est dirigée contre inconnu», a-t-elle ajouté. Elle s'est refusée à donner plus de détails, «vu le secret de l'instruction et afin de ne pas compromettre le résultat de cette dernière».

L'enquête judiciaire vise à «constater les infractions, conserver les moyens de preuve et découvrir l'identité des auteurs», poursuit M<sup>me</sup> Balmer.

Le 8 octobre, l'ingénieur français Adlène Hicheur, âgé de 32 ans et employé du Centre européen de recherche nucléaire (Cern) à Genève, a été interpellé en Isère (sud-

est de la France) avec son frère pour des liens présumés avec l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Après son arrestation, il a été mis en examen et écroué pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste».

Le code pénal helvétique prévoit une «peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire» si le soutien à une organisation criminelle est avéré.

Par ailleurs, il dispose qu'est «également punissable celui qui aura commis l'infraction à l'étranger si l'organisation exerce ou doit exercer son activité criminelle en tout ou en partie en Suisse».

A la suite de l'arrestation d'Adlène Hicheur, le Cern avait indiqué qu'il s'agissait d'un «physicien qui travaillait sur des projets d'analyse de données de physique» au Cern depuis 2003, mais qu'il n'avait «jamais été en contact avec quelque élément (que ce soit) qui pourrait être utilisé à des fins terroristes». Le Centre situé sur la frontière franco-helvétique, près de Genève, a souligné qu'aucune des recherches qu'il effectue n'avait d'«application militaire potentielle».

## Les 2 Suisses «enlevés» par la Libye remis à l'ambassade suisse de Tripoli

Les deux Suisses «enlevés» par la Libye en septembre ont été remis hier à l'ambassade helvétique à Tripoli «sans mention d'aucun motif» pour leur détention, a indiqué la Confédération dans un communiqué.

«Le lundi 9 novembre 2009, les deux Suisses victimes d'un enlèvement ont été remis par les autorités libyennes, sans mention d'aucun motif, à l'ambassade de

Suisse à Tripoli», a expliqué le communiqué. Les deux hommes d'affaires étaient retenus depuis juillet 2008 en Libye en mesure de rétorsion après l'arrestation à Genève d'un des fils du leader Mouammar Kadhafi pour mauvais traitement sur deux domestiques. Mi-septembre, ils ont été mis dans un lieu tenu secret par Tripoli, une opération qualifiée de «kidnapping» par Berne.

## Le Danois arrêté à Téhéran n'est pas «journaliste»

Un ressortissant danois, arrêté le 4 novembre à Téhéran en marge des manifestations de l'opposition iranienne, n'est pas journaliste, contrairement à ce qu'il a affirmé, a déclaré hier le procureur général de Téhéran, Abbas Jafari Dolatabadi, cité par l'agence Irna. «Cette personne s'est présentée comme étant journaliste, alors qu'il y a des éléments dans son dossier qui ne montrent pas cela», a-t-il déclaré.

«Cet accusé s'est présenté comme journaliste, mais un journaliste doit avoir une autorisation (des autorités iraniennes pour mener des activités journalistiques dans le pays, ndlr). L'enquête se poursuit. Nous avons demandé au ministère de la Culture (chargé de la presse), nous attendons sa réponse et une décision sera ensuite prise», a-t-il dit.

Il a ajouté que l'avocat de l'ambassade du Danemark à Téhéran avait pu rencontrer le ressortissant danois en prison. D'après le gouvernement danois, son ressortissant, Niels Krogsgaard, 31 ans, est étudiant en journalisme. Samedi, Copenhague avait confirmé qu'il était détenu en Iran et que les autorités cherchaient à établir le contact avec lui. L'Association danoise des journalistes (DJ) avait annoncé la veille que Niels Krogsgaard, présent en Iran pour un projet de fin d'études de journalisme, avait été arrêté lors des manifestations antigouvernementales de mercredi à Téhéran.

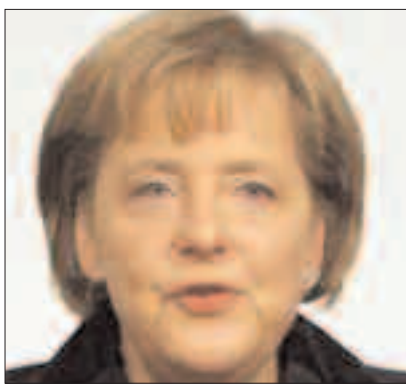
## Merkel incite les États-Unis à céder des compétences aux instances internationales

**La chancelière allemande Angela Merkel a incité hier les Etats-Unis à abandonner leurs compétences au profit d'organisations internationales pour créer «un ordre mondial» capable de résoudre les défis actuels, tel le terrorisme.**

«Nous les Européens, nous avons relativement l'habitude (...) Nous avons en tout cas donné volontairement beaucoup de nos compétences à Bruxelles et à l'Union européenne (...) Mais notre partenaire américain a bien sûr beaucoup plus de mal à céder quelques compétences au FMI ou à tout autre organisation internationale. On est membre de l'ONU, mais on a un droit de veto», a lancé M<sup>me</sup> Merkel en allusion à Washington.

«Se plier à des décisions majoritaires de nature internationale n'est, au moins dans le cas des Etats-Unis, pas encore entré dans les mœurs», a-t-elle ajouté, lors d'un colloque à Berlin consacré aux «Murs qui tombent», vingt ans, jour pour jour, après la chute du Mur.

M<sup>me</sup> Merkel a estimé qu'«à de multiples égards, le vivre-ensemble paci-



Angela Merkel.

fique n'est possible qu'avec un ordre mondial» et qu'il faut aujourd'hui «une vision plus multipolaire que ce à quoi nous sommes habitués». Et de citer en exemple notamment l'OMC où il n'y a «pas le moindre droit de veto d'un pays membre». Selon M<sup>me</sup> Merkel, «nous avons trop peu d'exemples comme cela». Dimanche soir à Berlin, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, avait appelé les Européens à forger «un partenariat plus fort» avec les Etats-Unis pour «faire tomber les murs du 21<sup>e</sup> siècle» et à lutter contre l'oppression et les extrémismes reli-

gieux, dans une allusion aux talibans en Afghanistan.

Pour M<sup>me</sup> Merkel, «l'une des questions les plus palpitantes autour des «murs à surmonter» est : les Etats nationaux sont-ils prêts à céder des compétences aux organisations multilatérales, peu importe à quel prix, même celui d'une condamnation ?»

Selon elle, «ce monde ne sera pas pacifique et bon si nous ne parvenons pas à davantage d'ordre mondial et de coopération multilatérale. L'Europe et les Etats-Unis ne pourront plus régler seuls les problèmes (...) Nous avons besoin de la Chine, de l'Inde, des pays émergents».

La chancelière allemande a aussi jugé que les Européens, bien avisés de coopérer les uns avec les autres s'ils veulent «imposer quelque chose», avaient «le devoir de contribuer à mieux régler les problèmes du monde», comme le conflit au Proche-Orient ou «la lutte contre le terrorisme, le grand défi de notre temps». M<sup>me</sup> Merkel a conclu en disant se réjouir des 20 ans de la chute du Mur de Berlin «malgré tous les problèmes non résolus dans le monde».